

le mois

# Ouh, la grève !

*Les grèves du mois d'octobre ont suscité des débats. Ce qui est frappant, c'est que ces débats ont moins porté sur les raisons et le contenu de ce conflit social que sur le fait même qu'il y ait eu une grève. Cela pourrait révéler quelque nœud social.*

---

## **INTERPRÉTATIONS INDIVIDUALISTES**

Des jeunes générations intellectuelles semblent découvrir que des réalités sociales ne peuvent pas être ramenées aux conduites et aux rationalités individuelles. Elles ne semblent pas considérer que la société n'est pas seulement faite de quêtes individuelles de sens ou de reconnaissance ou ne peut pas être ramenée à quelques principes philosophiques universels auxquels tout le monde se rallierait en raison de leur vertu

## **Felice Dassetto**

Felice Dassetto est sociologue, professeur à l'U.C.L.

rationnelle. Un paradigme qui a le vent en poupe est celui qui considère que la société ne peut être comprise que par l'agir d'individus rationnels. Cette vision prolonge celle néolibérale qui s'est imposée depuis les années quatre-vingt. Un autre paradigme oscille entre le postmodernisme et la compassion chrétienne, et vise à comprendre l'individu dans ce qu'il est, auteur subjectif et unique de sens, désireux d'être reconnu, sur lequel on se penche éventuellement pour être porte-

parole de sa plainte, individuelle bien entendu.

Ces orientations intellectuelles individualistes pourraient être à l'origine de textes comme celui de Benoît Rihoux, professeur à l'U.C.L., publié dans *Le Soir* du 8 octobre et qui s'avère incapable de penser un phénomène collectif dans ses enjeux de société. C'est aussi par là qu'on peut comprendre le silence assez général des jeunes générations intellectuelles face à des enjeux collectifs.

Apparemment dans les écoles de management, de sociologie ou de philosophie, dominées depuis vingt ans au moins par les paradigmes individualistes, l'existence des réalités collectives semble être sortie du champ du possible social. Les mots clés exclusifs pour comprendre le social sont ceux d'individu, de sens, de reconnaissance, de justification ou bien de négociation, de transaction, car on pense, dans cette société pacifiée composée d'individus rationnels en quête de sens et de reconnaissance, qu'il y a toujours des gens disposés à négocier, à échanger poliment, même si c'est dans la souffrance.

Chez certains, ces paradigmes individualistes deviennent doctrine et idéologie, comme chez Corentin de Salle, brillant philosophe de l'U.L.B., dont les textes qui radicalisent la pensée libérale de

Friedrich von Hayek, en la transformant presque en doctrine, sont régulièrement et abondamment publiés par *La Libre Belgique*.

Ces mêmes personnes découvrent avec surprise et scandale que la société n'est pas seulement rationalité, négociation, mais qu'elle est aussi faite de rapports de force entre groupes qui ont des intérêts différents. La grève est un rapport de force. Tout comme le sont les rationalisations économiques, les déplacements d'entreprises, les licenciements collectifs. La société est faite de cela. Elle a appris à réguler les rapports de forces collectifs, alors que le discours incantatoire et idéologique voudrait en faire uniquement une somme d'orientations individuelles.

### **L'INÉLUCTABLE DESTIN DU PORTE-AVIONS**

De nombreux propos se sont insurgés contre cette grève, comme s'il s'agissait d'un scandale social. Ces propos proviennent de milieux patronaux, de fonctionnaires chargés de l'internationalisation du commerce, d'intellectuels, mais aussi d'hommes et de femmes politiques. Tous sont investis et tétanisés par les logiques implacables de l'engrenage dont on fait partie dans la machine du monde contemporain. Philippe Suinen, socialiste, patron de l'institution wallonne de promotion du commerce extérieur, a parlé

d'une grève « incivique » (*La Libre Belgique*, 31 octobre-1<sup>er</sup> décembre 2005). L'émotion et la virulence de tous ces propos semblaient aller bien au-delà de la légitime réprobation de patrons qui considèrent que les intérêts des entreprises sont lésés. Ils laissent entrevoir l'inéluctable contrainte de la compétition économique internationale. Ces intervenants se sentent comme les commandants de paracommandos qui verraient leurs soldats quitter le front.

Ce qu'ils ne voient pas ou ne souhaitent pas voir peut-être, tels les officiers sur les tranchées de l'Yser, ce sont les apories de cette logique. Elle amène à penser les réalités locales à la manière d'une piste de porte-avions, propre, neutre et fonctionnelle pour attirer et recevoir les dynamiques de la mondialisation. Le fait est que les sociétés locales ne sont pas des pistes neutres et fonctionnelles.

Elles le sont d'autant moins que ces avions qui arrivent et qui partent, s'ils apportent des bénéfices à un tas de gens — et beaucoup à une partie de ceux-ci, depuis trente ans —, n'apportent pas de profits équivalents à un tas d'autres personnes.

La logique sociale de la situation contemporaine pourrait presque se comparer à celle du <sup>XXI</sup><sup>e</sup> siècle. Bien entendu, et fort heureusement, les conditions sociales

ont fort changé, mais comme au XIX<sup>e</sup> siècle, on n'a pas su créer les conditions d'une démocratisation du changement social. Depuis trente ans les cadres technologiques, économiques et politiques sont constamment bouleversés. Ces changements ont plongé sur la tête des gens, enrobés de discours sur les contraintes inévitables et les promesses d'avenir heureux. Le fatalisme du changement inévitable est dit et redit aux gens pour leur faire accepter l'incertitude du devenir.

Le bilan n'est plus satisfaisant. S'il est positif pour une partie de la population, très positif même, à tel point qu'elle n'envisage pour le futur que ce seul horizon, pour une partie importante de la population il n'en est pas ainsi. La société en sablier, celle où il y a une couche moyenne supérieure riche et de plus en plus riche, ne concerne pas seulement les revenus et le patrimoine. Elle concerne également la possibilité de formuler des projets pour soi et sa famille et de maîtriser l'orientation du devenir. Et cela depuis trente ans. Cela commence à peser. L'idée même d'une démocratie participative en prend un coup à tout point de vue.

### **LA MAISON SCANDINAVE SUR UNE BANQUISE QUI FOND**

Dans la recherche de solutions par le biais de la régulation de

l'État, on présente souvent le modèle des pays scandinaves comme une référence. Certes. Mais on oublie de mentionner que ce modèle se fonde sur une idée pratique centrale vécue dans ces pays, jusqu'à présent au moins: celle de la confiance des citoyens à l'égard de leurs institutions publiques.

En Belgique, cette confiance a quelques difficultés à se maintenir. La maison de la confiance semble bâtie sur une banquise en débâcle. Le processus de fédéralisation s'est construit et se construit dans la défiance. Non seulement entre Flamands et wallons. Mais combien de fois n'a-t-on pas entendu des ministres wallons se positionner contre « le fédéral », parler du « fédéral », devenu entité substantifiée, comme si c'était d'un autre monde et comme si eux, mandataires wallons, ils n'étaient pas citoyens de cet État fédéral. Et tous ensemble d'ailleurs, ils construisent la défiance à l'égard de l'Europe, ne fût-ce qu'en rappelant que c'est une contrainte ou, réciproquement, les instances européennes ne font qu'évoquer des retards et des résistances des États. Combien de fois n'a-t-on pas entendu dire tout le bien européen de la Commission alors que le vilain Conseil exprime l'égoïsme des États? C'est la rengaine des salles de presse européennes et des instituts d'études européennes.

Ce n'est pas seulement une question d'attitudes ou de scandales à la sauce des logements sociaux ou du commerce des courses de voitures. C'est que la division du travail politique entre niveaux de compétence contribue à instituer la défiance générale et, peut-être, l'irresponsabilité généralisée. Chaque niveau peut dire avec une partie de vérité: ce n'est pas moi, c'est l'autre.

À ce point, le citoyen ordinaire, qui n'est pas parmi ceux qui gagnent gros, ou qui n'est pas acteur politique ou fonctionnaire — parfois largement payé — d'une de ces instances, qui regarde perplexe ce qui lui semble être le gaspillage de moyens de ces multiples niveaux et s'interroge sur la course qui ne semble pas bien savoir où elle va, sauf qu'elle dit qu'il faut courir, ne croit plus aux promesses de personne. Et surtout pas d'un État, qui dans la conjoncture belge, semble se déliter à tous les niveaux, modifie les lois à tout bout de champ, prend et retire, dans ce qui semble être une gesticulation sans fin, avec une légèreté politique qui semble mettre en question même la continuité de l'État.

La crise sera peut-être rabibochée. L'avenir de la sécurité sociale sera peut-être sauvé, temporairement. La solidarité intergénérationnelle sera établie même si la question

ne sera pas posée et si la société en sablier continuera imperturbablement son chemin. Ceux d'en bas du sablier paieront plus cher que les autres pour cette solidarité intergénérationnelle. L'engrenage aura raison de tout le monde. La société porte-avions continuera à naviguer selon son cap prédestiné. La communication aura marché, même si les citoyens, ou plus exactement les consommateurs-citoyens, ne sont pas moins sceptiques et perplexes, mais auront la consolation de pouvoir se ruer, s'ils le désirent, — et on fera tout pour qu'il en soit ainsi — sur des biens bon marché venant de Chine. La société est vraiment postmoderne. ■